

Jean-Pierre Dubois, président de la LDH

Reconstruction démocratique

Il y a un an, nous disions : « démocratie asphyxiée ». Aujourd'hui nous caractérisons une « société de surveillance ». Entre temps, la crise financière, économique puis sociale a éclaté et s'est spectaculairement approfondie ; le pouvoir actuel est plus déterminé que jamais, malgré cet effondrement de son modèle de société, à déconstruire garanties des libertés et acquis sociaux ; et le paysage politique est en miettes, entre abstention massive et impuissances d'oppositions éparpillées... au point qu'une majorité présidentielle à 28% de suffrages exprimés est créditée d'un succès écrasant.

Si l'on remet les pieds sur terre, le scrutin européen du 7 juin 2009 ne peut réjouir ni sur le plan de la participation citoyenne ni quant à la capacité future de l'Union européenne à relever des défis pourtant considérables et urgents. Près de deux tiers des électeurs, et d'abord ceux qui souffrent des régressions de ces dernières années, n'ont pas vu dans le choix des députés européens l'occasion de peser utilement pour tracer ensemble un nouveau cours. L'échec civique et politique est patent. Bien sûr, ni l'absence, pendant de longs mois, de campagne menée sérieusement par les principales forces politiques, ni le très faible écho médiatique du débat sur les enjeux de ce scrutin, n'étaient faits pour réveiller l'envie de prendre le chemin des urnes. Bien sûr, la complexité du système institutionnel européen, le verrouillage intergouvernemental qui continue à éloigner l'essentiel du pouvoir réel de tout contrôle citoyen efficace, le spectacle d'une sorte de cogestion de l'Union par les deux forces politiques dominantes (dans bien des votes

parlementaires comme pour le choix du futur président de la Commission européenne), ne pouvaient que brouiller tout espoir de sortie crédible de plusieurs décennies de culte du marché. Mais ces facteurs de démobilisation propres aux élections européennes n'expliquent sans doute pas l'essentiel. Car, en prenant un peu de recul, on rencontre aussitôt une succession de rendez-vous historiques manqués depuis vingt ans.

Des rendez-vous historiques manqués

Celui d'abord de l'effondrement du « soviétisme », le néolibéralisme profitant d'un champ mondial désormais déblayé sans qu'aucune alternative de progrès adaptée au nouveau monde ait été seulement pensée de manière intelligible. Celui ensuite du prétendu « choc des civilisations », les dégâts des thèses « huntingtoniennes » aggravés par les croisades de G. W. Bush n'ayant pas compris que la situation au Proche-Orient : c'est l'universalité affirmée en 1948 qui a été éclipsée par la mise en scène du face-à-face Orient-Occident. Celui enfin de cette crise majeure, structurelle, du capitalisme financiarisé et dérégulé : échec des forces politiques qui auraient dû, sur la base d'un rapport de forces électoral qui leur était propice au tournant du siècle, être en mesure de donner un autre contenu à l'Union européenne, de proposer un autre avenir que la jungle « globalisée » en faillite. C'est dans ce contexte qu'en France le naufrage du 21 avril 2002 a ouvert la voie à une décennie de populisme autoritaire croissant,

régressif sur les deux terrains des libertés et des droits sociaux. Depuis ce désastre, aucun scrutin politique à l'échelle nationale, ni en 2007 ni en 2009, n'a fait émerger d'alternative crédible à la « mise en concurrence sous surveillance », qui substitue l'Etat pénal à l'Etat social, et à la concentration des pouvoirs politiques, économiques et médiatiques entre les mains du monarque élu et de ses proches amis.

La deuxième phase du quinquennat commence ainsi dans un état plus « asphyxié » que jamais du débat démocratique, alors que la gravité de la crise sociale, dont le pire est à venir, appelle à l'évidence un changement de priorités et de valeurs dans la conduite des politiques publiques. La droite, européenne plus encore que française, a moins souffert que la gauche de l'abstentionnisme, l'extrême droite monte dans bien des pays à ses côtés, et la conjonction d'une crise économique et sociale profonde avec une telle configuration politique comporte des risques évidents pour les libertés et pour la démocratie même. C'est dire que nous ne pouvons abandonner aucun de nos terrains de résistances, qu'il s'agisse des violences policières, du fichage et de la vidéosurveillance, du sécuritaire « anti-jeunes », de la chasse aux sans-papiers et des poursuites contre les « délinquants de la solidarité », ou du recul des droits sociaux. Ces combats sont plus que jamais nécessaires, ils sont notre raison d'être. Mais, étant par hypothèse défensifs, ils ne peuvent suffire à remplir le cœur de notre mission.

Le retour au progrès est possible

Face à la crise mondiale née en 1929, il a fallu des années et des drames effroyables pour que naissent des perspectives de progrès social et humain, que ce soit avec le Front populaire, dans la Résistance ou à la Libération. L'histoire ne se répète jamais mais, on le sait, ceux qui l'ignorent sont condamnés à la revivre. Il est plus que temps de prendre toute notre place, avec tous ceux qui le voudront vraiment, dans la pensée à reconstruire d'un avenir plus humain. Il est plus que temps de définir les nouvelles garanties des droits, aussi bien civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels, qu'appelle le monde « global » dans lequel nous sommes entrés.

Il est plus que temps d'imaginer de nouvelles séparations des pouvoirs, de nouveaux outils de contrôle citoyen,

Il est plus que temps d'imaginer de nouvelles séparations des pouvoirs, de nouveaux outils de contrôle citoyen, de nouvelles protections des libertés et de la vie privée face au Léviathan sécuritaire armé par les percées technologiques du contrôle social.

de nouvelles protections des libertés et de la vie privée face au Léviathan sécuritaire armé par les percées technologiques du contrôle social.

Il est plus que temps de proposer des instruments qui préservent ceux qui vivent de leur travail de l'appétit actionnarial sans limites et de la mise en concurrence des systèmes fiscaux et sociaux.

Il est plus que temps d'armer les pouvoirs légitimes, issus du suffrage universel pour promouvoir l'intérêt du plus grand nombre, contre l'obsession de la privatisation, de la marchandisation et de la précarisation universelles. Et surtout, il est plus que temps de sortir des vœux pieux, des discours sur les valeurs électoralement recyclables par tout un chacun, et de faire enfin la démonstration que le retour du progrès est possible, que des instruments peuvent en être construits et que des alliances à l'échelle pertinente, des rééquilibrages des rapports de forces, des stratégies collectives viables ne sont pas hors de portée. Faut de quoi nous referions le constat, sans cesse aggravé, de la fragilité de la démocratie lorsqu'elle est privée de garantie sociale, de débat effectif entre des orientations alternatives crédibles et dès lors de participation citoyenne assez forte pour la faire vivre. Et pourtant des forces existent dans la société civile, toutes les mobilisations récentes en témoignent. C'est le sens et l'utilité du Politique qui sont à reconstruire. D'urgence.